

Faites comme Elon Musk! Investissez
dans la liberté d'expression.

Je fais un don

Le vice-président américain JD Vance prononce son discours lors de la 61e Conférence de Munich sur la sécurité à Munich, le 14 février 2025.



Bras de fer diplomatique

JD Vance ou la démocratie aussi bâclée qu'insultante pour les alliés des États-Unis

Dans le cadre de la Conférence sur la sécurité de Munich, le vice-président des États-Unis, J.D. Vance, a vivement critiqué les pays de l'Union européenne sur la stratégie en Ukraine et sur de nombreux autres sujets.

Atlantico : J.D. Vance a affirmé, lors de la conférence sur la sécurité de Munich, que la plus grande menace pour l'Europe ne vient pas de la Russie, mais des commissaires de Bruxelles et des gouvernements européens. Le Royaume-Uni, la Suède ou l'Allemagne, selon lui, étouffent la liberté d'expression. Il a également critiqué Ursula von der Leyen et a déploré l'annulation des élections roumaines. Est-ce qu'il n'y a pas une volonté de perturber la diplomatie et la géopolitique européennes avec de telles déclarations ? Les propos de J.D. Vance lors du sommet sont-ils une insulte pour l'Europe ?

Cyrille Bret : les administrations Trump 1 et 2 se sont depuis longtemps affranchies des règles de la bienséance et ont depuis longtemps piétiné le plus élémentaire respect pour leurs alliés. Mais en géopolitique, cela importe peu. Dans la déclaration du Vice-Président Vance, il ne s'agit pas principalement d'insultes, d'humiliations ni même de grossièretés fallacieuses dignes de fake news propagées sur X. Il s'agit ici d'une pure et simple ingérence. Il a cherché à créer délibérément un incident diplomatique par ce credo MAGA publiquement proféré sur le sol européen. Les États-Unis de Donald Trump se considèrent en droit de se prononcer sur les règles concernant les libertés fondamentales d'États

démocratiques indépendants concernant la liberté d'expression, la liberté de culte, la séparation de l'église et de l'Etat ou encore le droit des femmes à disposer de leur corps. L'équivalent européen de ce discours aurait été une déclaration critique d'Emmanuel Macron, prononcée à Aspen, sur le deuxième amendement de la Constitution américaine qui autorise le port d'arme pour tous les citoyens (du moins dans une certaine interprétation). Les Etats-Unis n'auraient pas toléré cette ingérence dans leur règle fondamentale qu'ils sacralisent au même point que les Européens sacralisent leurs propres constitutions. Il n'y a aucune raison pour les Européens d'écouter sans réagir ces propos attentatoires non pas à la décence ou la politesse (qu'importe!) mais à l'identité politique des Européens. Face à une ingérence, une protestation unanime et des mesures de rétorsion doivent être envisagées si ce n'est mises en place. En se plaçant sur le terrain des valeurs, les Etats-Unis espèrent se dispenser de se placer sur celui de l'action. L'idéologie et la provocation tiennent lieu de programme politique.

François Chauvancy : Les prises de position de Bruxelles sur les élections notamment en Roumanie interrogent. Ces élections ont été influencées, notamment grâce à des algorithmes, par TikTok. Toutefois, il peut y avoir un effet boomerang. En effet, Bruxelles a fait pression pour faire annuler ces élections qui ont permis à Calin Georgescu, un candidat pro russe d'être élu comme président de la Roumanie. C'est une situation assez surprenante. On peut formuler des critiques, mais faire pression pour annuler des élections au nom de principes imposés notamment de l'extérieur comporte un risque. Une partie de la population roumaine pourrait, par réaction, voter en faveur du candidat pro-russe écarté par l'Union européenne, ce qui n'était pas nécessairement prévu. Ce phénomène pourrait d'ailleurs se reproduire ailleurs.

La question demeure : jusqu'où peut-on laisser s'exprimer les citoyens ? Aujourd'hui, la situation en Roumanie donne le sentiment qu'un pouvoir supranational a pesé sur les résultats d'une élection. Il y a eu des manipulations extérieures avec une ingérence supposée de la Russie, mais la réaction de la Commission européenne suscite également des interrogations puisqu'elle lance une enquête/

Par ailleurs, dans le contexte actuel, marqué par la montée des idées « trumpiennes » sur la liberté d'expression, il est intéressant d'observer les actions de Donald Trump contre les GAFAM justement sur leur application de règles de censure sur les réseaux sociaux. C'est un point essentiel du débat aux Etats-Unis, qui ont inscrit la liberté d'expression dans le premier amendement de sa Constitution en 1791 tout en précisant les exceptions. Cette question fondamentale représente un défi majeur pour les démocraties : La liberté d'expression doit-elle être « de principe » avec des exceptions ou bien partielle en fonction des tendances politiques ou idéologiques ? Faut-il mettre en place des mesures de contrôle et donc brider, interdire les idées qui dérangent, qui sont stupides ou choquantes en fonction du contexte de la situation politique d'une démocratie ou pas ?

Dans de nombreux pays, y compris en Allemagne avec l'AfD, en France et ailleurs, une partie de l'électorat estime que les élites confisquent le pouvoir en contrôlant l'information. Cette

perception a émergé aux États-Unis, se renforce en Allemagne et gagne du terrain dans plusieurs pays européens.

Les propos de J.D Vance illustrent la vision politique américaine sur cette question et révèlent une confrontation entre deux conceptions de la liberté d'expression.

Le fait qu'un Américain interpelle les Européens sur ce sujet est un message politique fort. Il semble leur signifier qu'ils devraient s'aligner sur le modèle américain pour envisager une collaboration plus étroite et surtout que leurs réactions ou leurs critiques n'empêcheront pas l'administration Trump de s'exprimer comme elle le souhaite, y compris dans le domaine des relations internationales.

En quoi la stratégie de J.D. Vance et des Etats-Unis sur la question de l'Ukraine et sur le retrait du soutien à l'UE est-elle très inquiétante au regard du rapprochement américain avec la Russie, qui coopère pourtant avec l'Iran et qui a usé de son influence face à la présence française en Afrique ?

Cyrille Bret : La doctrine de Mar A Lago du 6 janvier 2025 a donné le ton : les Etats-Unis seront durs avec leurs Alliés (en Europe et en Asie) et doux avec leurs rivaux (Russie, Chine, Iran, etc.). Le contraire d'une démonstration de force : la renonciation à jouer un rôle de leader pour n'accepter que le rôle de « bully » de leurs propres alliés. Ces déclarations ne sont pas une surprise. Mais elles doivent être analysées froidement par les Européens : ils seront bientôt seuls à assurer leur propre sécurité sur leur propre continent pour leurs propres intérêts. La seule solution est de faire de cette crise une opportunité : construire enfin une architecture de sécurité européenne régie par les Européens à partir des éléments issus de l'OTAN, de l'UE, de la CPE, de l'OSCE...

Les déclarations de J.D. Vance n'ont-elles pas été confuses sur l'Ukraine et l'absence d'engagements concrets de la part des Etats-Unis dans les plans de paix lors de cette conférence à Munich doivent-ils susciter l'inquiétude pour l'Union européenne ?

Cyrille Bret : Le vice-président américain a défendu tout au long de sa carrière publique une ligne isolationniste et nationaliste. Pour lui « Make America Great Again » signifie se replier sur le territoire national et sur les intérêts nationaux américains stricts. Pourquoi pas. Mais qu'il soit conséquent et qu'il laisse ensuite les Européens devant un constat simple : ils doivent avoir (ou prendre enfin) la maîtrise de leur destin géopolitique. On ne peut pas d'une part s'ingérer idéologiquement dans les politiques des Européens au nom d'un crédo réactionnaire et de l'autre se retirer de tous les engagements internationaux des Etats-Unis sur le climat, sur la sécurité européenne, sur le libre-commerce ou sur l'Internet. Soit on s'ingère et on agit, soit on se retire et on se tait. La stratégie trumpienne sur l'Ukraine n'est pour le moment qu'une tactique à courte vue : obtenir un plan de paix bâclé en quelques semaines puis laisser le continent à son sort. Lors de l'administration Trump I, on a constaté ce que la précipitation pouvait faire en matière géopolitique : les deux rencontres Trump-Kim ont débouché sur un renforcement de l'armement nucléaire coréen, le retrait précipité du JCPOA ont abouti à une radicalisation supplémentaire de la République Islamique d'Iran,

etc. Dans une négociation, c'est celui qui est pressé d'aboutir qui risque le plus de faire des concessions à son propre détriment. Les Européens doivent avoir leur propre plan de paix, élaboré en lien avec l'Ukraine.

Lors de la conférence de sécurité de Munich, Volodymyr Zelensky a affirmé « avoir eu une bonne réunion » avec le vice-président américain J.D. Vance. Il y avait des craintes de possibles négociations d'un plan de paix entre les Etats-Unis et la Russie, sans l'Ukraine. Est-ce que cette conférence et les principaux enseignements de la journée de vendredi ont été rassurants à la fois pour les Ukrainiens et pour les Européens sur les négociations et le plan de paix ?

François Chauvancy : Il est important de préciser qu'il ne s'agissait pas d'un sommet, mais d'un forum, ce qui constitue une nuance essentielle. Un forum est un espace d'échanges sans prises de décisions, tandis qu'un sommet implique des décisions concrètes.

Dans ce contexte, chaque acteur a pu exprimer ses attentes et ses positions à Munich. Il y a toutefois un accent important qui est mis sur la communication, avec des déclarations parfois contredites dès le lendemain, ainsi que des annonces d'avancées dont l'issue reste incertaine. Cette conférence s'inscrit à un moment clé de cette guerre, où chaque partie tente d'établir le cadre d'une négociation acceptable, tout en usant parfois de stratégies de communication proches du bluff.

Si l'on se réfère aux déclarations de Volodymyr Zelensky, celles-ci semblent en contradiction avec ce qui a été rapporté ces deux derniers jours. Il est probable que de nouvelles annonces viendront encore modifier cette perception.

Cette conférence s'inscrit dans une phase de construction de l'architecture future de la négociation, qui, tôt ou tard, devra avoir lieu.

Volodymyr Zelensky a déclaré que le fait d'entamer des négociations pour un plan de paix sans l'Ukraine serait « une mauvaise stratégie ». Emmanuel Macron a mis en garde contre une paix qui reviendrait à une « capitulation ». Y a-t-il un motif d'inquiétude vis-à-vis des plans américains pour l'Ukraine au regard des déclarations de J.D. Vance, très critique à l'égard de l'Europe ?

François Chauvancy : L'inquiétude est réelle, car la direction exacte du plan américain reste floue. Le président Macron a exprimé ses préoccupations, bien qu'il n'ait pas assisté au forum, où il était représenté par son ministre des Affaires étrangères. Cette absence relativise quelque peu l'importance de cette conférence, qui, rappelons-le, n'avait pas vocation à aboutir à des décisions.

L'incertitude est d'autant plus grande que, jusqu'à récemment, les Ukrainiens craignaient d'être exclus des négociations, tout comme les Européens. Or, la récente visite de représentants américains semble indiquer le contraire : l'Ukraine ferait bien partie des discussions. Vladimir Poutine lui-même a déclaré être prêt à envisager, à terme, la présence de Zelensky à la table des négociations.

Nous sommes donc dans une phase où chacun avance ses priorités, mais où les discours ne se traduisent pas encore en décisions concrètes. L'inquiétude demeure, car il ne s'agit pas seulement d'affirmations officielles, mais aussi d'interprétations et de stratégies diplomatiques dont l'issue reste incertaine.

J.D. Vance a assuré à Volodymyr Zelensky que les États-Unis souhaitent une paix durable en Ukraine, une paix qui éviterait à l'Europe de l'Est de replonger dans un conflit dans quelques années. Les États-Unis ont déjà cherché à se désengager de plusieurs conflits à l'étranger. Peut-on considérer que les déclarations de J.D. Vance lors de cette conférence à Munich sont de nature à rassurer quant à la position future des États-Unis ?

François Chauvancy : Je ne suis pas certain que cela puisse véritablement rassurer. Les Américains affirment avant tout qu'ils ne veulent pas être contraints de revenir dans quelques années pour gérer un nouveau conflit. Ils auront d'autres priorités, notamment un affrontement, sous une forme ou une autre, dans la région indo-pacifique. Ils ne souhaitent donc pas rester l'acteur principal de la sécurité européenne.

Cette position ne s'adresse pas uniquement aux Européens ou aux Russes. Il constitue un message général : une solution doit être trouvée pour éviter une reprise des hostilités à l'avenir. Autrement dit, une ligne de front gelée, comme entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, ne serait pas une solution viable. Il est également impératif que ni l'un ni l'autre des camps ne puisse reprendre les armes pour reconquérir ou défendre des territoires.

Cela concerne en particulier l'Ukraine, où certains discours nationalistes laissent entendre qu'en l'absence d'un accord acceptable, le pays pourrait, dans quelques années, reprendre le combat pour récupérer les territoires perdus. Ce message américain vise aussi à prévenir cette éventualité.

Volodymyr Zelensky a déclaré qu'il n'accepterait de rencontrer Vladimir Poutine que si un plan commun était préalablement fixé avec les alliés de Kiev. Ce forum a-t-il permis d'avancer dans cette direction ? Peut-on espérer une solution concertée avec les alliés européens ?

François Chauvancy : Il est évident que sans un plan partagé et validé par l'ensemble des acteurs du camp ukrainien, les négociations risquent d'échouer. Aller en ordre dispersé face à Vladimir Poutine reviendrait à lui laisser la possibilité d'imposer ses propres conditions.

Il est donc essentiel qu'un plan soit adopté par toutes les parties prenantes favorables à l'Ukraine, afin de garantir une ligne de conduite unique et une position commune face à la Russie. Sans cela, Poutine pourra choisir ses interlocuteurs, négocier selon ses propres termes et affaiblir la position ukrainienne.

Si un cadre de négociation clair n'est pas établi et accepté par l'ensemble des alliés, il est peu probable que la situation évolue dans le sens souhaité par l'Ukraine. C'est un point crucial.

Cette conférence sur la sécurité de Munich intervient-elle à un moment décisif du conflit ? A-t-elle permis d'apporter des réponses sur l'avenir de l'Ukraine et, plus largement, sur la géopolitique et la stratégie américaine à l'international ?

François Chauvancy : Je ne suis pas certain que des réponses aient été apportées. J'ai surtout l'impression qu'il s'est agi d'échanges et que l'incertitude demeure quant à l'issue de cette crise.

Il s'agissait de la première véritable sortie officielle des Américains sur le territoire européen, dans le cadre de la mise en œuvre progressive d'une tentative de solution pour la guerre en Europe. L'objectif est d'aboutir à une issue qui laisserait les mains libres aux États-Unis. Nous sommes dans une phase où les différents acteurs expriment leurs opinions, leurs divergences et leurs éventuels rapprochements. Tous ont été sollicités pour participer à une conférence sur la paix à venir, mais certains ont finalement refusé d'y prendre part. On assiste à la construction progressive d'une architecture de négociation dont la forme reste encore incertaine. C'est pourquoi il y a tant de discours, d'échanges et de revirements de position, dans le but d'établir un socle commun accepté comme base de travail permettant aux parties prenantes de s'asseoir autour d'une table et de trouver une issue à ce conflit.